

vallants Canadiens n'auront de nouveau à mendier les choses essentielles à l'existence.

Je ne suis pas économiste. Je ne puis expliquer les causes de la crise économique. Je sais tout simplement qu'elle s'est produite et qu'aucun gouvernement n'a semblé en mesure d'y remédier. Cette crise n'était pas particulière au Canada. De fait, aux Etats-Unis, la situation était aussi grave, sinon plus grave, que dans notre pays. Seuls ceux qui ont appris ce que c'est que l'indigence peuvent comprendre l'humiliation et les souffrances que les pauvres gens ont endurées durant les terribles années de la crise économique. Pour cette raison, je suis enchanté de voir que le Gouvernement de ce pays est à préparer un plan national dont l'objet est de se prémunir contre "les conséquences inévitables des principaux risques économiques et sociaux."

Lorsque ce plan sera en voie de préparation, j'espère que cette Chambre aura ample opportunité d'en discuter les détails. Dans une terre d'abondance comme le Canada, il devrait être facile de voir aux besoins de chacun; et cela peut se faire, honorables sénateurs, sans enrégimenter nos citoyens et sans les forcer à accepter un genre de vie spécial que peuvent favoriser certains doctrinaires, mais qui, j'en suis sûr, n'a rien d'alléchant pour l'homme d'affaires pratique, l'ouvrier économe ou l'agriculteur indépendant qui forment l'armature morale et sociale du pays. Il est bel et bien de parler de la dépense d'énormes sommes d'argent après la guerre, mais l'un des premiers devoirs d'un gouvernement d'après-guerre sera de fournir à l'industrie l'occasion de se remettre des effets des lourds impôts de guerre.

Le Canada est un immense pays, un pays où l'homme peut jouir de la liberté et de l'indépendance. S'il veut bien travailler arduement et économiser régulièrement, et contribuer à l'édification de ce pays, il n'aura pas à craindre l'avenir. Le Canada a grandi grâce à l'énergie et à l'habileté de ceux qui croient que chacun a droit au fruit de son initiative, de son génie et de son industrie. J'ai pleine confiance dans le système capitaliste, dans l'entreprise privée. J'estime que ce système encourage l'économie, de même que les progrès industriels et agricoles. Néanmoins, si le système capitaliste doit sortir victorieux de la concurrence des tendances socialistes modernes, il lui faudra se réorganiser de façon à assurer au producteur primaire et au travailleur une rémunération adéquate aux heures de prospérité et une protection suffisante contre la crainte et la disette aux périodes de crise.

Souvenons-nous que si, chez nous, les hommes et les femmes sont tous nés libres, ils ne

sont pas nés égaux et ne manifestent pas tous les mêmes aptitudes ni le même désir de travailler. Quel que puisse donc être l'ordre économique qui doit garantir la sécurité sociale, il convient d'encourager la pratique de l'économie et l'amour du travail, et de combattre l'oisiveté et l'inconstance. Thomas Carlyle réservait son admiration à deux groupes d'hommes, à celui qui travaille de ses mains et à celui qui travaille de la tête. C'est bien exprimer, je pense l'attitude du Canada, qui n'a pas de place pour les faibles.

Le problème est d'envergure, je le comprends, et la solution qui s'impose exigera le concours des hommes d'élite du pays. Je signalerai toutefois certains pièges. Veillons à ce que les jeunes gens, au sortir des classes, n'aient pas à émarger à l'assistance et à passer dans l'oisiveté la période de formation qu'ils devraient consacrer à l'apprentissage d'un métier. J'estime qu'à cette fin l'Etat devrait, dans tout programme de sécurité sociale, songer à la création de nouvelles écoles techniques et de nouveaux collèges d'agriculture, qui armeraient convenablement pour l'existence nos jeunes démobilisés d'après-guerre. Après le dernier conflit, nos jeunes gens pouvaient, aux frais de l'Etat surtout, se former aux emplois industriels et de bureaux et recevoir une éducation pratique dans la mécanique ou les affaires. Le plan présentait des avantages et des inconvénients. Avec suffisamment de réflexion on devrait pouvoir faire mieux cette fois. Le Canada a aussi consenti à environ 20,000 anciens combattants des avances au chiffre global de plus de 80 millions de dollars. Si l'on projette encore d'établir des anciens combattants sur des terres, ne faudrait-il pas au préalable leur enseigner au moins les éléments de l'agriculture, ce qui les dispenserait de recourir, pour s'instruire, à la vieille méthode des tâtonnements?

Nous sommes tous d'accord, j'en suis convaincu, sur le point suivant, que cette fois lorsque nos jeunes Canadiens reviendront de la guerre ils constateront que l'expression "pays qui convient à des héros", appliquée au Canada, sera autre chose qu'une platitude.

Des VOIX: Très bien.

L'honorable M. DAVIES: Passant pour un instant, et pour un instant seulement, à l'assurance-maladie, permettez-moi de dire que c'est là une nouvelle mesure sociale qu'il y a lieu d'étudier avec le plus grand soin. Il est relativement facile de prélever dans un pays une cotisation hebdomadaire afin d'assurer à ceux que frappent la maladie les soins qu'exigent leur état, mais il est très difficile d'instituer un plan qui satisfera tous les intéressés.